

19 août 2021

## **Pakistan : L'accès à la pornographie gay sur Internet**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Définitions et cadre juridique .....	3
1.1. Définitions .....	3
1.2. Cadre juridique .....	3
1.2.1. Les instruments internationaux ratifiés .....	3
1.2.2. Le cadre juridique national .....	4
2. Situation sociale .....	5
2.1. Attitude de la société .....	5
2.2. Accès à internet .....	5
3. Attitude des autorités .....	6
3.1. Attitude de l'État et des forces de l'ordre .....	6
3.2. Application des lois .....	6
Bibliographie .....	8

**Résumé :** Les relations homosexuelles sont un délit. La consommation de la pornographie est interdite depuis 1979. En 2016, la loi sur la prévention des crimes électroniques, renforcée en 2020, permet à l'Autorité des télécommunications du Pakistan (PTA) de supprimer un contenu pornographique considéré comme offensant.

**Abstract:** Homosexual relations are a crime. Watching pornography is forbidden since 1979. In 2016, the Prevention of Electronic Crimes Act, amended in 2020, give the power to delete pornographic content by the Pakistan Telecommunication Authority (PTA), deemed offensive.

**Nota :** Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre sont ceux utilisés dans chacune des sources correspondantes référencées, à savoir LGBTTIQ (personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, transsexuelles, intersexuées et queer), LGBTIQ, LGBTI, LGBT ou LGBTIQA (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexes, queer et personnes asexuées), LGBT+.

Les traductions des sources en langue étrangère sont assurées par la DIDR.

## 1. Définitions et cadre juridique

### 1.1. Définitions

Le préambule des principes de Jogjakarta définit les concepts « identité de genre » et « orientation sexuelle » ; ces définitions sont reprises par le HCR<sup>1</sup> :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus. »

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ». <sup>2</sup>

Dans la présente note, les « minorités sexuelles et de genre » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre.

### 1.2. Cadre juridique

#### 1.2.1. Les instruments internationaux ratifiés

Le Pakistan a ratifié les traités internationaux relatifs aux droits humains suivant<sup>3</sup> :

Convention/Pacte/Protocole	Année de l'adoption internationale	Année de ratification au Pakistan
Déclaration universelle des droits de l'homme	1948	1948
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	1966	2008
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	1976	2010
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	2002	2011
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	1987	2010

<sup>1</sup> UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), Principes directeurs sur la protection internationale N°9, « Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés », HCR/GIP/12/01, 23/10/2012, [url](#)

<sup>2</sup> Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Les principes de Jogjakarta, « Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre », 03/2007, [url](#)

<sup>3</sup> Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), s. d., [url](#)

## 1.2.2. Le cadre juridique national

- Sur les minorités sexuelles et de genre

L'article 377 du Code pénal de 1860 relatif aux « délit contre nature » (*unnatural offences*) dispose que : « Quiconque a volontairement un **rapport charnel** contre nature avec un homme, une femme ou un animal, est passible d'une **peine de prison à perpétuité** ou, selon le cas, d'une peine d'emprisonnement d'au moins deux années ou de dix années maximums et peut se voir aussi infliger une amende. Nota : une simple pénétration constitue un rapport charnel correspondant au délit décrit dans cet article »<sup>4</sup>.

En mai 2018, le parlement adopte une loi sur la protection des droits des personnes transgenres. La loi les autorise à obtenir un permis de conduire et un passeport en pouvant modifier leur prénom et leur genre dans les registres nationaux. Elle prévoit l'interdiction de discriminations à leur encontre comme le déni d'accès à l'éducation, à un travail, aux soins de santé, à l'espace public<sup>5</sup>.

- Sur la pornographie

En 1979, le président de la république, le général Zia-ul-Haq adopte les ordonnances dites Hudood, (*Enforcement of Hudood*) également appelées *The Offence of Zina*, qui interdisent la pornographie<sup>6</sup>.

En 2016, concernant la législation sur les **contenus en ligne**, l'article 37 « Contenu illicite en ligne » (*Unlawful online content*) de la loi sur la prévention des crimes électroniques (*Prevention of Electronic Crimes Act*) dispose que l'Autorité des télécommunications du Pakistan (*Pakistan Telecommunication Authority*, PTA) :

« devrait avoir le pouvoir de supprimer, bloquer ou émettre des instructions pour la suppression ou le blocage de l'accès à une information au travers de tout système d'information s'il le juge nécessaire dans l'intérêt de la gloire de l'islam, ou de l'intégrité, de la sécurité ou de la défense du Pakistan ou de toute partie de celui-ci, de l'ordre public, de la décence ou de la moralité, ou en ce qui concerne l'outrage au tribunal, la commission ou l'incitation à une infraction de la présente loi »<sup>7</sup>.

Cette loi permet à la PTA de **supprimer tout contenu** qu'elle considère comme illégal, notamment les **contenus pornographiques**, regardés comme contraires aux valeurs de l'islam<sup>8</sup>. La PTA encourage le signalement des sites internet dont le contenu est offensant<sup>9</sup>. Elle invoque également le prétexte « d'empêcher la diffusion de contenus blasphématoires et pornographiques » pour contrôler et interdire arbitrairement l'accès à l'information et les critiques à son encontre<sup>10</sup>.

En février 2020, des précisions sont apportées concernant l'application de la loi de 2016 selon le Code pénal. L'article 9 expose les obligations auxquelles les médias, fournisseurs d'accès et propriétaires de systèmes d'informations doivent se conformer, notamment celle d'**informer, dans leurs conditions générales d'utilisation, les utilisateurs** que ceux-ci ne doivent pas : « **héberger, afficher, télécharger, modifier, publier, transmettre, mettre à jour ou partager tout contenu en ligne** qui est blasphématoire, diffamatoire, obscène, **pornographique**, pédophile, portant atteinte à la vie privée d'autrui ; ou qui viole ou affecte les sensibilités religieuses, culturelles et ethniques du Pakistan »<sup>11</sup>.

Un média ou un fournisseur d'accès internet risque une amende de 500 millions de roupies (5,7 millions d'euros), en cas de diffusion de contenus relatifs au terrorisme, les discours de haine, la **pornographie**, l'incitation à la violence et l'atteinte à la sécurité nationale<sup>12</sup>.

---

<sup>4</sup> Pakistan, Code Pénal, 16/02/2017, [url](#)

<sup>5</sup> Pakistan, « Act XII of 2018 », 24/05/2018, p. 275 et p. 276, [url](#)

<sup>6</sup> Department of Foreign Affairs and Trade, Australie, 20/20/2019, p. 33, [url](#)

<sup>7</sup> Pakistan, « Prevention of Electronic Crimes Act, 2016 », 19/08/2016, p. 762, [url](#)

<sup>8</sup> Département d'État, États-Unis, 30/03/2021, [url](#)

<sup>9</sup> Freedom house, 03/03/2021, [url](#)

<sup>10</sup> Département d'État, États-Unis, 30/03/2021, [url](#) ; Freedom house, 03/03/2021, [url](#)

<sup>11</sup> Pakistan, Government, 20/10/2020, p. 2301, [url](#)

<sup>12</sup> Reuters, 19/11/2020, [url](#)

Des plaintes concernant ces sujets peuvent être adressées directement par courriel à la PTA sur son site web<sup>13</sup>.

## 2. Situation sociale

### 2.1. Attitude de la société

L'homosexualité est considérée comme un péché et un comportement déviant dans la société pakistanaise<sup>14</sup>. Selon un rapport de l'ONG Association internationale lesbienne et gay (*International Lesbian and Gay Association*, ILGA) publié en 2016, 41% des personnes interrogées<sup>15</sup> considèrent qu'être gay, lesbienne, bisexuelle, transsexuelle ou intersexuée doit être un crime<sup>16</sup>. Selon le rapport du Département des Affaires étrangères et du commerce australien, publié en 2019, le « sexe entre hommes est commun, mais l'identité homosexuelle ne l'est pas »<sup>17</sup>. Plusieurs articles de presse corroborent cette analyse<sup>18</sup>. En 2013, une équipe de chercheurs publie une enquête réalisée dans 6 villes (Lahore, Karachi, Peshawar, Quetta, Rawalpindi et Faisalabad) sur les relations sexuelles des hommes avant le mariage. Parmi les 2 400 hommes interrogés, âgés de 16 à 45 ans, 23% des hommes déclarent avoir eu une relation sexuelle avec un homme<sup>19</sup>. D'après leur étude, les « relations sexuelles entre hommes peuvent avoir lieu parce qu'il [s'agit de la seule option] immédiatement disponible ». De plus, les hommes qui s'engagent dans ce type de relation ne s'identifient pas eux-mêmes comme homosexuels et peuvent avoir des relations avec des femmes dans d'autres situations<sup>20</sup>. Ce type de relations sexuelles, tolérées par la société, ne peut et ne doit pas sortir de la sphère privée<sup>21</sup>.

En 2013, le magazine américain *Mother Jones* publie une enquête en présentant le Pakistan comme le pays où la pornographie gay est la plus populaire. En effet, en utilisant les données de *Google Trends*, l'occurrence des expressions « *shemale sex, teen anal sex, man fucking man* » est la plus importante par rapport au volume de recherches au niveau mondial<sup>22</sup>. Les conclusions de cette enquête peuvent mener à une forme d'essentialisation des comportements liés à la sexualité des individus perçus comme déviants et en décrivant une société qui aimerait la pornographie, mais où l'Etat pénalise l'homosexualité. Selon Farahnaz Ispahani, ancienne députée pakistanaise et membre du *think tank Woodrow Wilson International Center for Scholars*, la consommation de la pornographie serait un moyen de « vivre [sa] sexualité » puisque les homosexuels ne peuvent la vivre « ouvertement »<sup>23</sup>.

Le journaliste Josh Shahryar met en parallèle l'accès à internet aux États-Unis, qui est facile et dont l'utilisation se fait massivement depuis un ordinateur personnel (ce qui permet d'avoir des sites internet en favori), contrairement au Pakistan où en 2014, seulement 20% des Pakistanais ont accès à internet et majoritairement dans des cybercafés (où le recours à Google est plus important)<sup>24</sup>.

### 2.2. Accès à internet

En juin 2021, selon les données du PTA, sur 184 millions de personnes qui possèdent un abonnement téléphonique portable, 100 millions d'entre eux ont accès au réseau internet 3G ou 4G. Le taux de pénétration est alors estimé à 45,61%<sup>25</sup>. Selon le rapport du lobby suisse de téléphonie mobile (*Groupe Special Mobile Association*, GSMA), en 2019, 89 millions de personnes ont souscrit à un forfait de

---

<sup>13</sup> PTA, s. d., [url](#)

<sup>14</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 13/01/2014, [url](#) ; Têtu, 08/04/2021, [url](#) ; Il grande colibri, 20/09/2018, [url](#)

<sup>15</sup> Enquête menée par l'institut de sondage canadien RIWI, avec un échantillon allant de 700 à 3 200 individus.

<sup>16</sup> ILGA, 10/2016, p. 113, [url](#)

<sup>17</sup> Department of Foreign Affairs and Trade, Australie, 20/20/2019, p. 53, [url](#)

<sup>18</sup> New York Times, 03/11/2012, [url](#) ; Le Point, 18/12/2014, [url](#) ; France Soir (AFP), 29/10/2018, [url](#)

<sup>19</sup> MIR M. Ali, WAJID Abdul, PEARSON Stephen, KHAN Mumraiz, MASOOD Irfan, 11/04/2013, [url](#)

<sup>20</sup> MIR M. Ali, WAJID Abdul, PEARSON Stephen, KHAN Mumraiz, MASOOD Irfan, 11/04/2013, [url](#)

<sup>21</sup> France Soir (AFP), 29/10/2018, [url](#)

<sup>22</sup> Mother Jones, 13/06/2013, [url](#) ; Libération, 14/06/2013, [url](#)

<sup>23</sup> Libération, 14/06/2013, [url](#)

<sup>24</sup> The Express Tribune, 15/06/2013, [url](#)

<sup>25</sup> PTA, 06/2021, [url](#)

téléphonie<sup>26</sup>. Il précise que les services numériques sont majoritairement déployés sur les réseaux mobiles<sup>27</sup>.

Selon une enquête réalisée par Google et Kantar, une entreprise d'études de marché, en 2021, le taux de pénétration internet est de 54% en 2021<sup>28</sup>, 25% en 2020 pour le GSMA<sup>29</sup>. Le territoire pakistanais a une surface de 793 000 km<sup>2</sup>, mais la couverture du réseau de fibre ne dépasse pas une surface de 150 000 km<sup>2</sup>, seules les grandes villes y sont raccordées tandis que le reste du pays dépend des réseaux d'antennes mobiles de moindre capacité<sup>30</sup>. L'accès à internet est plus étendu dans les zones urbaines où 76% des Pakistanais vivant à Karachi, Lahore, Rawalpindi et Islamabad déclarent avoir accès à internet<sup>31</sup>. En milieu rural, seulement 46% ont accès à internet, contre 66% en milieu urbain<sup>32</sup>.

La prévalence d'utilisation d'internet serait plus importante chez les hommes, nés entre 1995 et 2010<sup>33</sup>. Selon le rapport du GSMA, en 2020, le taux d'accès à internet pour les hommes est de 38%, contre 21% pour les femmes<sup>34</sup>. L'accès à internet est également inégalitaire selon les provinces, puisqu'il est faible dans les provinces du Baloutchistan, de Khyber Pakhtunkhwa, et dans les territoires cachemiris administrés par le Pakistan<sup>35</sup>. Le prix moyen concernant le tarif des données mobiles est de 97 roupies (0,50 euros), pour 1Go de données<sup>36</sup>. Le salaire minimum étant de 17 500 roupies (91 euros) par mois en 2019<sup>37</sup>.

### 3. Attitude des autorités

#### 3.1. Attitude de l'État et des forces de l'ordre

Le sujet de la pornographie est un sujet sensible. La position conservatrice des autorités s'illustre par sa capacité à légiférer et **contrôler l'accès au contenu pornographique**, ayant pour ressort la volonté de « **préserver l'intégrité religieuse et culturelle de sa jeunesse** »<sup>38</sup>.

#### 3.2. Application des lois

En novembre 2011, le PTA bloque des sites pornographiques à la demande du *Chief Justice*<sup>39</sup>. En janvier 2016, les autorités bloquent 400 000 sites considérés comme offensants. Cette suspension fait suite à une ordonnance de la Cour suprême qui demande de prendre des mesures pour enrayer ce « phénomène néfaste de l'obscénité et de la pornographie » qui corrompt la jeunesse<sup>40</sup>. En juillet 2019, les autorités ordonnent le blocage de 800 000 sites, dont 2 384 sites relayant de la pornographie infantile et 11 000 *proxies*<sup>41</sup>. Dans le rapport de la PTA publié en 2020, elle déclare avoir bloqué 2 384 sites web contenant du contenu pornographique<sup>42</sup>. Cependant, les contenus censurés ne se résument pas seulement à la pornographie, puisque les autorités suppriment également des contenus politiques, ce qui inquiète la société civile d'après le rapport de Freedom House<sup>43</sup>.

L'utilisation de réseaux privés virtuels (VPN) permet de contourner les restrictions<sup>44</sup>. Conscient de cette utilisation, le PTA cherche maintenant à bloquer et restreindre leur utilisation<sup>45</sup>.

---

<sup>26</sup> GSMA, 08/06/2020, p. 15, [url](#)

<sup>27</sup> GSMA, 08/06/2020, p. 9, [url](#)

<sup>28</sup> The Express Tribune, (APP), 30/07/2021, [url](#)

<sup>29</sup> GSMA, 08/06/2020, p. 14, [url](#)

<sup>30</sup> GSMA, 08/06/2020, p. 34, [url](#)

<sup>31</sup> The Express Tribune, (APP), 30/07/2021, [url](#)

<sup>32</sup> The Express Tribune, (APP), 30/07/2021, [url](#)

<sup>33</sup> The Express Tribune, (APP), 30/07/2021, [url](#)

<sup>34</sup> GSMA, p. 15, [url](#)

<sup>35</sup> Borgen Magazine, 13/10/2020, [url](#) ; Bytes For All, 01/07/2020, p. 12, [url](#)

<sup>36</sup> Cable, s. d., [url](#)

<sup>37</sup> Organisation internationale du travail, p. 187, [url](#)

<sup>38</sup> The Diplomatic Envoy, 13/11/2017, [url](#)

<sup>39</sup> The Diplomatic Envoy, 13/11/2017, [url](#)

<sup>40</sup> Dawn, 02/06/2017, [url](#)

<sup>41</sup> New India Express, 18/07/2019, [url](#)

<sup>42</sup> PTA, 2021, p. 36, [url](#)

<sup>43</sup> The Express Tribune, 09/09/2020, [url](#) ; Freedom house, 03/03/2021, [url](#)

<sup>44</sup> The Best VPN, 20/10/2020, [url](#)

<sup>45</sup> The Express Tribune, 09/09/2020, [url](#)

En 2017, un homme accusé de vendre de la pornographie infantile sur internet a été arrêté<sup>46</sup>.

Aucun cas de condamnation pour avoir regardé ou mis en ligne du contenu pornographique gay n'a été trouvé dans l'ensemble des sources publiques consultées.

---

<sup>46</sup> News Nation, 13/04/2017, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en juillet et août 2021.

### Textes juridiques

Pakistan, « Act XIIO of 2018 », The Gazette of Pakistan, 24/05/2018, pp. 274-291, [http://www.senate.gov.pk/uploads/documents/1536559131\\_237.pdf](http://www.senate.gov.pk/uploads/documents/1536559131_237.pdf)

Pakistan, Government, Information Technology and Telecommunication Division, « Statutory Notifications (S.R.O.) », The Gazette of Pakistan, 20/10/2020, pp. 2295-2307, [https://www.pta.gov.pk/assets/media/notification\\_sro\\_18112020.pdf](https://www.pta.gov.pk/assets/media/notification_sro_18112020.pdf)

Pakistan, Code Pénal, « Act XLV of 1860 », 16/02/2017, [https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/64050/88951/F1412088581/PAK64050\\_2017.pdf](https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/64050/88951/F1412088581/PAK64050_2017.pdf)

Pakistan, « Prevention of Electronic Crimes Act, 2016 », The Gazette of Pakistan, 19/08/2016, pp. 745-772, [http://ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\\_lang=en&p\\_isn=104952&p\\_count=96232](http://ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=104952&p_count=96232)

Amnesty International, « Principes de Jogjakarta–Principes sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre », 03/2007, 38 p., [https://www.amnesty.ch/fr/themes/autres/identite-de-genre-et-orientation-sexuelle/principes-jogjakarta/Yogyakarta\\_principles\\_fr.pdf](https://www.amnesty.ch/fr/themes/autres/identite-de-genre-et-orientation-sexuelle/principes-jogjakarta/Yogyakarta_principles_fr.pdf)

### Organisations intergouvernementales

Organisation internationale du travail, « Global Wage Report 2020-2021 », 212 p., [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_762534.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_762534.pdf)

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Pakistan », s. d., [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=131&Lang=FR](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=131&Lang=FR)

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Principes directeurs sur la protection internationale N°9 – Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés », HCR/GIP/12/01, 23/10/2012, 32 p., <https://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52d8facd4>

### Institutions nationales

Pakistan Telecommunication Authority (PTA), « Annual Report 2020 », 2021, 110 p., [https://www.pta.gov.pk/assets/media/annual\\_report\\_2020\\_15012021.pdf](https://www.pta.gov.pk/assets/media/annual_report_2020_15012021.pdf)

Pakistan Telecommunication Authority (PTA), « Telecom Indicators », 06/2021, <https://www.pta.gov.pk/en/telecom-indicators>

États-Unis, Département d'État, « 2020 Country Report on Human Rights Practices: Pakistan », 30/03/2021, <https://www.state.gov/reports/2020-country-reports-on-human-rights-practices/pakistan/>

Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, « DFAT Country Information Report Pakistan », 20/20/2019, 71 p., <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/country-information-report-pakistan.pdf>



Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, « Pakistan: Situation of sexual minorities in Islamabad, Karachi and Lahore, including treatment by society and authorities; state protection (2010-2013) », 13/01/2014,

<https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=455051&pls=1>

Pakistan Telecommunication Authority (PTA), « Report Website/URL », s. d.,

<https://www.pta.gov.pk/en/report-blasphemous-url>

### Organisations non gouvernementales

Freedom house, « Freedom in the World 2021 – Pakistan », 03/03/2021,

<https://www.ecoi.net/en/document/2052851.html>

Bytes For All, « Pakistan's Internet Landscape 2018 », 01/07/2020, 81 p.,

<https://www.bytesforall.pk/sites/default/files/Internet%20Landscape%20Report%202018.pdf>

Il grande colibri, « "Being gay in Pakistan, what a miserable and hard life!" », 20/09/2018,

<https://www.ilgrandecolibri.com/en/gay-pakistan-miserable-life/>

### Think tanks, universités et centres de recherches

MIR M. Ali, WAJID Abdul, PEARSON Stephen, KHAN Mumraiz, MASOOD Irfan, « Exploring urban male non-marital sexual behaviours in Pakistan », Reproductive Health Journal, vol. 10, n°22, 11/04/2013,

<https://reproductive-health-journal.biomedcentral.com/articles/10.1186/1742-4755-10-22>

### Médias

The Express Tribune, (APP), « Country's internet penetration stands at 54% », 30/07/2021,

<https://tribune.com.pk/story/2312994/countrys-internet-penetration-stands-at-54>

Têtu, « Au Pakistan, un exorciste prétend avoir avoir « converti » 500 gays à l'hétérosexualité », 08/04/2021,

<https://tetu.com/2021/04/08/au-pakistan-un-exorciste-pretend-avoir-avoir-converti-500-gays-a-lheterosexualite/>

Reuters, « New internet rules to give Pakistan blanket powers of censorship », 19/11/2020,

<https://www.reuters.com/article/pakistan-socialmedia-censorship-idUSL8N2I53OW>

Borgen Magazine, « COVID-19 Reveals the Divide in Internet Access in Pakistan », 13/10/2020,

<https://www.borgenmagazine.com/internet-access-in-pakistan/>

The Express Tribune, « Pakistan among countries with the worst online censorship », 09/09/2020,

<https://tribune.com.pk/story/2263242/pakistan-among-countries-with-the-worst-online-censorship>

New India Express, « Pakistan blocks 8,00,000 websites to curb pornography », 18/07/2019,

<https://www.newindianexpress.com/world/2019/jul/18/pakistan-blocks-800000-websites-to-curb-pornography-2005936.html>

France Soir (AFP), « Être homosexuel au Pakistan : honte, terreur et dissimulation », 29/10/2018,

<https://www.francesoir.fr/actualites-societe-lifestyle/etre-homosexuel-au-pakistan-honte-terreur-et-dissimulation>

The Diplomatic Envoy, « Focus on Pornography Laws: Pakistan », 13/11/2017,

<http://blogs.shu.edu/thediplomaticenvoy/2017/11/13/focus-pornography-laws-pakistan/>

Dawn, « Rudderless: Pakistan's impossible attempt to block 400,000 porn sites continues », 02/06/2017, <https://www.dawn.com/news/1260172/rudderless-pakistans-impossible-attempt-to-block-400000-porn-sites-continues>

News Nation, « Pakistan man Saadat Amin arrested on the charges of selling child pornography on Internet », 13/04/2017, <https://english.newsnationtv.com/world/news/pakistan-saadat-amin-arrested-on-the-charges-of-selling-child-pornography-on-internet-168100.html>

Le Point, « Homosexualité, la face cachée du Pakistan », 18/12/2014, [https://www.lepoint.fr/monde/homosexualite-la-face-cachee-du-pakistan-18-12-2014-1890816\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/homosexualite-la-face-cachee-du-pakistan-18-12-2014-1890816_24.php)

The Express Tribune, « Why are Pakistanis such Gay Porn addicts? », 15/06/2013, <https://tribune.com.pk/article/17722/why-are-pakistanis-such-gay-porn-addicts>

Libération, « Pourquoi le porno gay est-il si populaire au Pakistan ? », 14/06/2013, [https://www.liberation.fr/sexe/2013/06/14/pourquoi-le-porno-gay-est-il-si-populaire-au-pakistan\\_910918/](https://www.liberation.fr/sexe/2013/06/14/pourquoi-le-porno-gay-est-il-si-populaire-au-pakistan_910918/)

Mother Jones, « Why Is Gay Porn So Popular in Pakistan ? », 13/06/2013, <https://www.motherjones.com/politics/2013/06/gay-porn-pakistan/>

New York Times, « Gay Pakistanis, still in shadows, seek acceptance », 03/11/2012, [https://www.nytimes.com/2012/11/04/world/asia/gays-in-pakistan-move-cautiously-to-gain-acceptance.html?pagewanted=all&\\_r=0](https://www.nytimes.com/2012/11/04/world/asia/gays-in-pakistan-move-cautiously-to-gain-acceptance.html?pagewanted=all&_r=0)

## Blog

The Best VPN, « Why Are Porn Sites Blocked in Pakistan and How to Unblock Them ? », 20/10/2020, <https://the-bestvpn.com/unblock-porn-sites-pakistan/>

## Autres sources

Cable, « Worldwide mobile data pricing 2021 », s. d., <https://www.cable.co.uk/mobiles/worldwide-data-pricing/#regions>

GSMA, « The Mobile Gender Gap Report », 06/2021, 63 p., <https://www.gsma.com/wp-content/uploads/2021/07/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2021.pdf>

GSMA, « Pakistan : progressing towards a fully fledged digital economy », 08/06/2020, 36 p., <https://www.gsma.com/asia-pacific/resources/digital-pakistan-report/>